



AFC Consultants

Audit • Fiabilisation • Conseil en Assurances

COMMUNE DE JUVIGNAC

MARCHE D'ASSURANCES DOMMAGES AUX BIENS RESPONSABILITE CIVILE, FLOTTE AUTOMOBILE ET RISQUES STATUTAIRES

« Le Concorde »
345, rue Pierre Seghers
84000 AVIGNON

Tel 04 90 89 88 17
Fax 04 90 89 88 13

contact@afc-consultants.com

www.afc-consultants.com

S.A.R.L. au capital de 50 000 €
RCS Avignon
SIRET 487 785 545 00012
APE 70.22 Z
ORIAS 07 028 063

COMMUNE DE JUVIGNAC

**LOT 4 : ASSURANCE RISQUES STATUTAIRES
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**



- Date d'effet : 1er janvier 2016
- Durée du contrat : 4 ans avec faculté de résiliation à l'échéance anniversaire moyennant préavis de 4 mois
- Echéance annuelle : 1er janvier

La Collectivité souhaite la souscription d'un contrat couvrant les prestations statutaires à sa charge à l'égard de son personnel affilié à la CNRACL.

GARANTIES DE BASE

(ces spécifications correspondent à l'offre de base, les niveaux de garantie ou franchises pouvant toutefois faire l'objet de variantes)

*** DECES**

*** ACCIDENTS ET MALADIES IMPUTABLES AU SERVICE avec franchise de 30 jours par arrêt**

*** MALADIE DE LONGUE DUREE OU LONGUE MALADIE sans franchise**

DISPOSITIONS PARTICULIERES

(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

Préambule :

L'ensemble des dispositions qui suivent sont réputées déroger aux conditions générales et/ou conventions spéciales du contrat objet du marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où les conditions générales et/ou conventions spéciales comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

1°/ Les agents seront automatiquement assurés, dès leur prise de fonction, une mise à jour étant effectuée en fin d'exercice.

2°/ Le contrat sera géré en capitalisation; dans ce cadre, toutes les prestations liées à des événements intervenus pendant la période de garantie seront couvertes jusqu'à épuisement des droits des intéressés, y compris pour les prestations de frais de soins en accident du travail, même après résiliation éventuelle du contrat ; de même seront couvertes après résiliation du contrat les rechutes dont l'événement générateur s'est situé pendant la période de validité de la garantie.

3°/ Les rechutes liées à un événement garanti dont la date d'origine est antérieure à la souscription du contrat seront assimilées à un nouvel événement ; cette disposition n'est toutefois applicable qu'en cas de refus de prise en charge avéré et juridiquement justifié par les assureurs précédents de la collectivité. La reprise des rechutes est alors gérée en répartition.



4°/ Les remboursements intégreront tous les éléments de rémunération faisant l'objet de l'assiette de prime.

5°/ Les prestations seront revalorisées automatiquement en fonction des rémunérations de la fonction publique et de l'avancement éventuel de l'agent concerné.

6°/ Dans le cadre de la garantie décès, la garantie couvrira l'ensemble des agents, y compris ceux se trouvant en arrêt de travail au moment de la prise d'effet du contrat. Elle ne comportera aucune exclusion, y compris en cas de suicide. Elle interviendra également au profit des conjoints "PACES".

7°/ Dans le cadre de la garantie des accidents imputables au service, les frais de soins seront réglés directement aux praticiens par la mise en œuvre d'un dispositif de tiers payant.

8°/ Dans le cadre de la garantie des accidents imputables au service, les honoraires médicaux et chirurgicaux, les frais de soins, de médicaments et d'analyses, les frais de cures thermales, les frais de prothèse et d'optique, les frais de transport, les frais de rééducation et/ou réadaptation professionnelle seront remboursés selon les dispositions du décret 86-442 du 14 mars 1986 commenté par la circulaire FP3 n° 12808 du 13/3/06.

9°/ La franchise éventuelle exprimée en jours, pour les indemnités journalières s'entend pour l'ensemble des arrêts liés à un même événement. Elle ne sera par conséquent pas appliquée une nouvelle fois en cas de rechute rendant la durée totale de l'arrêt supérieure à la franchise.

10°/ L'assureur s'engage à organiser et prendre en charge les frais d'expertises médicales pour les dossiers liés aux risques couverts et qui nécessitent l'avis du Comité médical ou de la commission de réforme.

11°/ L'assureur s'engage à se ranger à l'avis de la commission de réforme en cas de désaccord sur la qualification de l'arrêt de travail.

12°/ En cas de sinistre mettant en cause la responsabilité d'un tiers, l'assureur s'engage à exercer le recours pour les sommes demeurant éventuellement à la charge de la collectivité.

13°/ Prestations complémentaires

L'assureur présentera en annexe de son offre formalisée par l'acte d'engagement les services complémentaires qu'il est en mesure d'apporter à la collectivité, en précisant pour chacun s'il s'agit d'une prestation à titre gracieux ou à titre payant (dans cette dernière hypothèse, le prix de chacune des prestations devra être indiqué); sans que la liste ci-après puisse être considérée comme étant limitative, les prestations complémentaires peuvent concerner :

- la production de statistiques spécifiques (en détailler la nature avec exemple, s'il y a lieu).
- la faculté de faire effectuer des contrôles médicaux ou expertises, après accord préalable de la Collectivité ou sur sa demande et dans le strict respect des textes régissant le statut des agents.



- la faculté de proposer des actions de prévention visant à réduire la fréquence des accidents de travail ou de l'absentéisme pour maladie (dans cette hypothèse, en précisant la nature concrète des actions proposées).
- la gestion en ligne des dossiers et des déclarations de sinistre.
- un conseil juridique avec la mise à disposition d'une base documentaire.
- un accompagnement dans la gestion des recours à l'encontre des tiers responsable.

000

ELEMENTS SUR LE PERSONNEL ET STATISTIQUES

La masse salariale brute (traitement indiciaire + NBI) en 2014 s'est élevée à **2 641 260 € pour les agents CNRACL**.

La liste des agents CNRACL de la collectivité, comportant les sexe et âge de chacun, figure sur le document annexe.

A titre d'information, une quinzaine d'agents devrait rejoindre la Communauté d'Agglomération de Montpellier au 1^{er} janvier 2016. Lors de la mise au point du marché, une mise à jour de la masse salariale assurée pourra être effectuée pour tenir compte de cette évolution.

L'état statistique des sinistres déclarés est communiqué en annexe.

Il convient de signaler que la Ville de JUVIGNAC est sans assurance risques statutaires depuis le 1^{er} janvier 2015.

000



